



La droite retourne sa veste et adore soudain le Gripen

AVION DE COMBAT Ils ont hurlé, ils ont menacé et maintenant, ils se rangent derrière le Gripen. Les parlementaires de droite sont prêts à accepter cet achat... les yeux fermés!

Magalie Goumaz

magalie.goumaz@lematindimanche.ch

Cet automne encore, ce Gripen-là avait tous les défauts: pas assez performant et financièrement trop risqué, sans parler des critiques sur le contrat conclu avec les Suédois et les attentes déçues concernant les commandes compensatoires passées avec les entreprises suisses. Mais ce mardi à Berne, le Conseil des Etats approuvera très probablement la création d'un fonds spécial de 3,1 milliards de francs, tous les partis de droite se rangeant derrière cet achat.

«Je me suis abstenu lors du vote de mon groupe parlementaire, la semaine dernière», avoue cependant l'UDC Thomas Hurter, pilote lui-même et président de la sous-commission qui a été chargée d'enquêter sur la procédure d'évaluation du Gripen et le choix fait par le Conseil fédéral. Et le conseiller national se dit étonné du revirement de la droite. «Je peux comprendre l'UDC car il s'agit aussi de défendre notre conseiller fédéral, Ueli Maurer. Mais pour le PDC et le PLR, j'ai surtout l'impression qu'ils ont peur. Peur que la Suisse n'ait pas de nouveaux avions du tout. Et peur de passer pour des antimilitaristes. Car il n'y a aucun nouvel élément qui plaiderait soudain pour le Gripen depuis la publication de notre rapport.»

Les membres de la commission de la politique de sécurité du Conseil des Etats ont eu dix minutes pour absorber le contrat de 60 pages passé avec la Suède, rédigé en anglais, avant de se prononcer la semaine dernière. «Ils ne l'ont pas regardé», craint Thomas Hurter. La socialiste vaudoise Géraldine Savary, membre de ladite commission, rappelle aussi l'invitation à voir décoller le Gripen. «On y est allé mais on n'a rien vu car l'avion n'a pas décollé en raison du brouillard!» Pour elle, «la droite s'est rendu compte qu'il n'y aurait pas d'autres choix que le Gripen et que mieux valait s'aligner!»

C'est un contrat d'Etat à Etat

Président du PDC, Christophe Darbellay ne dément pas. Mais il rappelle que les partis bourgeois ont rencontré Ueli Maurer en décembre dernier. «La réunion a duré plus de trois heures. Nous avons abordé les questions techniques et financières, parlé des délais et des garanties. Nous avons obtenu une réponse à toutes nos questions», dit-il. «On n'a plus de raison de s'opposer à cet achat, poursuit le sénateur PDC valaisan Jean-René Fournier. Au départ, le dossier était très faible. Mais on est passé d'un contrat entre ArmaSuisse et son équivalent suédois à un contrat d'Etat à Etat. C'est une garantie. De plus, l'administration a répondu à toutes nos questions sur les performances de l'avion. Enfin, il y a certes des faiblesses au niveau des commandes compensatoires, mais on peut admettre qu'elles vont suivre et nous y veillerons!» Pour le sénateur, la sous-commission de Thomas Hurter a abattu un «travail gigantesque, qui a

fait avancer les choses».

Mais les opposants ne sont pas dupes. PDC, UDC, PLR ont utilisé une fenêtre de tir. Ils ont ferrailé au départ dans l'espoir que, sous la pression, le Conseil fédéral fasse un autre choix que le Gripen, surtout en faveur du Rafale. Maintenant, ils se rendent compte que l'achat est en danger et que mieux vaut se montrer unis face aux citoyens, puisque le référendum est d'ores et déjà annoncé. C'est ce que pense l'écologiste Luc Recordon: «La droite a fait son buzz un moment. Pour ma part, je n'ai jamais cru qu'elle maintiendrait son opposition.»

Le PDC Luc Barthassat, qui reste sceptique malgré le mot d'ordre de son parti, se demande pour sa part si tout ce petit monde ne se tient pas par la barbichette. «On soutient le Gripen et en échange, vous laissez Doris Leuthard tranquille!» analyse-t-il. Et le socialiste Eric Voruz de poursuivre: «Le changement d'attitude de la droite m'interpelle. A-t-on négocié en coulisse un soutien au Gripen contre un soutien aux projets ferroviaires?»

Mais rien n'est joué au Parlement, car si les sénateurs soutiennent le Gripen, les conseillers nationaux n'ont pas dit leurs derniers mots. Notamment au sein du PLR. On se souvient que le président Philipp Müller avait posé plusieurs conditions à son approbation. La semaine dernière, il semblait lui aussi avoir baissé la garde puisque son groupe parlementaire a annoncé son soutien au Gripen. Pas si vite, dit aujourd'hui Philipp Müller. «J'aurais souhaité que notre groupe ne se prononce pas aussi rapidement, explique-t-il. Mais les séna-

Datum: 03.03.2013

Le Matin
Dimanche



Le Matin Dimanche
1001 Lausanne
021/ 349 49 49
www.lematin.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 160'999
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.82
Abo-Nr.: 1078757
Seite: 8
Fläche: 36'349 mm²

teurs ont tenu à ce mot d'ordre avant de débattre mardi et ils sont convaincus que les conditions sont remplies. Au Conseil national, nous avons plus de temps pour vérifier si tel est bien le cas. La discussion sera rouverte s'il y a des doutes!» A vérifier...